N° 176 — 42e Année | CINQ CENTIMES | Lundi 25 Juin 1900

RÉDACTION
ROUBAIX, 65, rue des Fabricants (près la place du Trichon)
TOURCOING, rue VERTE, 53

Siège administratif
Rue Nationale, 51, à Lille

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
Trois mois, 4 fr. 50. — Un an, 18 fr.
Nord et départements limitrophes
Trois mois, 5 francs. — Un an, 20 francs.

# L'ÉCLAIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

PRIX DES ANNONCES
ANNONCES..... 0 fr. 25 la ligne
RÉCLAMES..... 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS..... 0 fr. 75 —
LOCALES..... 1 fr. 00 —

Les annonces seront reçues aux bureaux du journal, à Paris, à l'Agence Havas, place de la Bourse, 10

Téléphone

*Aujourd'hui*
Demander avec
L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING
son
Supplément Gratuit

## L'Election de Douai

### AVIS
### Aux présidents des bureaux de vote

La *Dépêche* et l'*Echo douaisien*, afin de provoquer un ballottage, recommandent à leurs amis de voter avec un bulletin portant un signe extérieur.

Or, les présidents des bureaux de vote **doivent refuser de recevoir des bulletins portant un signe extérieur.**

En recevant le bulletin, le président du bureau devra s'assurer, sans le déplier, qu'il ne porte pas de signe visible, et par conséquent à l'*extérieur*.

S'il en porte un, il le refusera et en demandera un autre à l'électeur.

Le vote est obligatoirement secret.

Les électeurs présents peuvent surveiller le scrutin. S'ils aperçoivent un signe sur un bulletin, ils doivent le signaler et mettre le bureau en demeure de le refuser et d'en demander un autre. Si le bureau s'y refusait, on devrait en faire dresser procès-verbal.

Enfin, les bulletins trouvés dans l'urne avec un signe extérieur ne devront pas être brûlés, mais annexés au procès-verbal.

***

L'*Echo du Nord* a publié hier un article qui vise à défendre M. Cardon. Mais, il le fait de telle façon qu'il ne peut que faire perdre des voix à l'honorable candidat.

M. Cardon est vivement combattu par les réactionnaires-cléricaux, par les les anciens agents de M. Rouvier, Rotours. Et cette hostilité du parti clérical, aussi bien que ses déclarations démocratiques devant la Ligue républicaine d'Orchies, lui ont ralliés les sympathies de beaucoup de républicains qui étaient tout d'abord disposés à voter pour M. Dumont.

Mais, voici que l'*Echo du Nord* entre en campagne, et toute sa tactique semble avoir pour but de détourner de M. Cardon les suffrages républicains.

« Nous croyons pouvoir affirmer personnellement, écrit l'*Echo du Nord*, parce que nous le tenons de bonne source, que M. Cardon ne s'est nullement engagé à soutenir le ministère actuel, pas plus, d'ailleurs, que les propositions présentées ou à venir qui, pour le seul plaisir de persécuter telle ou telle catégorie de citoyens, menaceraient nos plus chères libertés. »

Nos lecteurs ont, sans doute, compris ce que signifie cette phraséologie : il s'agit de l'article 7 et des congrégations. Et nous nous demandons qui l'on trompe et qui essaie de nous tromper.

Quelle est la « bonne source » dont parle l'*Echo* ? La nôtre n'est certainement pas moins « bonne » que celle du journal nationaliste. Et nous avons, en plus, l'affirmation formelle des membres de la Ligue d'*Orchies*.

Bref, les allégations de l'*Echo du Nord* ne rallieront pas à M. Cardon un seul suffrage des réactionnaires : ceux-ci sont bien trop engagés maintenant contre lui. Mais, elles pourraient bien lui faire perdre des suffrages républicains.

Est-ce que l'*Echo* serait de mèche avec la *Dépêche* dans sa campagne sournoise en faveur de M. Dumont ?

### La déclaration de M. Dumont

Voici la déclaration que nous adresse M. Dumont :

Monsieur le Rédacteur,

Je crois que personne ne peut se tromper sur la signification de ma candidature qui est soutenue par le Cercle Démocratique de Douai, la Solidarité républicaine et le Comité Radical de Somain, les Ligues de Fenain, Bouvignies et Marchiennes, les délégués des Syndicats des Mineurs et beaucoup de Maires et de républicains influents de la Circonscription.

Ma profession de foi ne présente aucune incertitude ; elle n'est pas équivoque. *Je voterai toutes les lois de défense républicaine* et soutiendrai le ministère contre les attaques des ennemis de la République.

J'ai déjà fait une vingtaine de conférences et pas une de mes paroles ne peut paraître suspecte aux fervents défenseurs de la démocratie.

*Mes opinions sont assez connues. J'ai été* candidat aux dernières élections municipales de Douai où la liste radicale a échoué contre la coalition des amis de M. Cardon (aujourd'hui radical à Orchies) et des réactionnaires.

Je ne ferai ni le jeu de mon adversaire — dont la sincérité républicaine est contestée par beaucoup de nos amis — ni le jeu des ennemis de la République.

Je veux que les électeurs sachent qu'en votant pour moi, leur confiance sera bien placée.

*Républicain de naissance*, je n'ai pas de tra-hison ni de défection à moi actif ; je ne suis pas un rallié et nul ne pourra dire : « Cet homme qui à trompé la réaction, ne trahira-t-il pas demain la République. »

A vous,

DUMONT.

Cette déclaration est parfaite. Elle n'a que le tort d'arriver un peu tard.

Nous sommes persuadés, et nous l'avons dit, que l'honorable candidat n'a donné aucun gage aux réactionnaires pour prix de leur concours. Mais, la manœuvre de ceux-ci n'en existe pas moins, et nous avons le devoir de la signaler.

### PAS D'ABSTENTION !

En tout cas, le vrai moyen, pour les républicains de déjouer la manœuvre des anciens agents de M. des Rotours, c'est de se rendre en masse au scrutin.

Les cléricaux espèrent, à la faveur du trouble qu'ils ont tenté de jeter dans les rangs républicains, provoquer des hésitations, et, par suite des abstentions.

Il ne faut pas tomber dans ce piège.

Il faut voter !

Il ne faut pas qu'il y ait ballottage.

Donc, électeurs, tous au scrutin. Votez pour M. Cardon ou pour M. Dumont !

Mais, **pas d'abstentions !**

*LE PROGRÈS DU NORD.*

## Jamais contents

Nous possédons de bien profonds politiques en France qui se recrutent tous dans les rangs du parti nationaliste. Leurs vastes conceptions s'étendent bien au delà des limites de la politique intérieure.

Depuis quelque temps ils ont découvert que des difficultés avaient surgi en Chine et ne cachent pas leur indignation contre ce ministère Waldeck-Rousseau, qui n'a pas su les empêcher.

Ah ! s'ils étaient le gouvernement !...

Est-ce qu'ils n'auraient pas d'abord chambardé l'Angleterre, lors de Fashoda ; jeté l'Allemagne sur pied dès le début du conflit ; mis l'Europe à la raison et rétabli l'ordre au Transvaal. Je vous jure que l'Empereur de Chine ne songerait pas à brocher dans son palais de Pékin ; *pas plus du reste qu'un seul gouvernement* étranger dans sa capitale, à supposer qu'ils eussent bien voulu tolérer des « étrangers » à la surface du globe.

Voilà ce qui s'appellerait gouverner et faire les affaires de la France !

*Au lieu de cela*, que voit-on ? *Ah ! malheur !* Vous savez bien, n'est-ce pas, qu'il serait téméraire de juger de leurs mérites à l'exagération de leurs prétentions ; aussi témoraire que de prendre Millevoye pour un grand cerveau parce qu'il est un grand corps.

Au fond de ces vastes desseins, on ne découvre qu'une bien mesquine préoccupation, toujours la même : embêter le ministère.

Nos Telleyrand de la *Patrie*, de la *Libre Parole* ou de l'*Intransigeant* qui ne savent goûter à ces questions, ne se gênent point pour en discuter quand même, sachant qu'ils s'adressent à plus bêtes qu'eux : leurs lecteurs. Et c'est bien le diable s'ils ne parviennent pas à leur faire accoirre que « tout ça, c'est la faute à Waldeck et à Delcassé »

Pour Fashoda, ils ont bien établi que le vrai patriotisme consistait à jeter la France à un désastre certain. A propos des affaires de Chine, ils s'insurgent contre le bons sens, par tempérament d'abord et aussi parce que le bon sens est d'accord avec les délicatesses de M. Delcassé. Ils voulaient que notre ministre des affaires étrangères, aussitôt qu'il eut connaissance de la situation critique de M. François, retenu prisonnier par le vice-roi de Yunnam, donnât l'ordre à un corps de troupe d'envahir cette province. Or, ce corps de troupe aurait eu trois semaines de marche avant de parvenir au secours de notre compatriote qui eût été certainement massacré avec tous les Européens placés *sous sa sauvegarde*.

Ayant refusé de les faire tuer, M. Delcassé est accusé par la *Patrie*, de ne pas « protéger nos nationaux ».

Millevoye, Rochefort, Drumont et toute la bande sont prêts à tirer de ces graves événements la preuve que notre ministère préparait de longue main la révolte des Boxers et que M. François n'avait été fait prisonnier que sur ses instructions formelles.

Cette théorie est de belle taille, mais nos gens ont mesuré bien souvent la capacité de leur clientèle et ils savent que celle-là passerait comme ont passé les précédentes.

Les nationalistes ont aussi bien anéanti tout esprit critique chez leurs partisans que lassé l'*indignation de leurs adversaires*.

On ne saurait, avec plus de raison, s'étonner de la mauvaise foi du parti nationaliste que de la malfaisance d'une épidémie. Leur demander quelque honnêteté équivaut à réclamer leur suicide.

Il n'y a qu'à les combattre, ils qu'ils sont, sans merci, ni trêve.

E. LAPORTE.

## LES ADRESSES
### des Conseils Municipaux
### AU MINISTÈRE
*(Suite)*

#### A Saint-André

Dans sa séance du 19 courant, le conseil municipal de cette commune, réuni pour sa première session, a voté l'adresse suivante à la majorité de 12 voix.

« Les conseillers municipaux de la commune » de Saint-André-lez-Lille, profitant de leur » première réunion pour adresser à M. Loubet, » Président de la République, et aux membres » du ministère Waldeck Rousseau, l'assurance » de leur plus vive sympathie et de leur entier » dévouement ».

## L'ARTICLE DU JOUR

Du « Figaro »

### Propos de tables

On parle beaucoup des déjeuners de Mme la baronne de Boumont. La fleur du nationalisme s'y voit. Il y avait au déjeuner d'hier Henri de Brécé, Henri Léon, Joseph Lacrisse, conseiller municipal des Grandes-Ecuries, et Jambe-d'Argent, *en reste et coiffé de serviettes, au bras* le brassard blanc à fleur de lis d'or, très chevelu sous son chapeau rond, qu'il ne quitte non plus que son chapelet de noyaux d'olives. C'est un chansonnier de Montmartre nommé Dupont, qui, s'étant fait chouan, est reçu dans le meilleur monde. Il y mange sur le pouce, au vieux fusil à pierre entre les jambes, et il y boit sec. *Depuis l'Affaire, un nouveau classement s'est fait* dans la haute société française.

— Il faut pourtant, dit Joseph Lacrisse, que je prépare le discours que je prononcerai dimanche au banquet des Grandes-Ecuries.

— Oh ! soupira la baronne. Ne vous donnez pas de peine. C'est inutile. Vous improviser si merveilleusement !...

— Et puis, mon cher, dit Henri de Brécé, ce n'est pas difficile de mentir aux électeurs.

— Ce n'est pas difficile, si vous voulez, reprit l'élu Lacrisse, mais c'est délicat. Nos adversaires crient que nous n'avons pas de programme. C'est une calomnie ; nous avons un programme, mais...

— La chasse à la perdrix, voilà le programme, messieurs, dit Jambe-d'Argent.

— Mais l'électeur, poursuivit Joseph Lacrisse, est plus complexe qu'on ne se le figure tout d'abord. Ainsi, moi, j'ai été élu aux Grandes-Ecuries, par les monarchistes naturellement, et par les bonapartistes, et aussi par les... *comment dirai-je ?* par les républicains qui ne veulent plus de la République, mais qui sont républicains tout de même. C'est un état d'esprit qui n'est pas rare à Paris, dans le petit commerce. Ainsi, le charcutier, qui est le président de mon Comité, me le crie à plein gosier :

— *La République des républicains, je n'en veux plus. Si je pouvais, je le ferais sauter, dussé-je sauter avec.* Mais la vôtre, monsieur Lacrisse, je me ferais tuer pour elle... »

— J'ai eu aussi les voix des socialistes qui ont mieux aimé voter pour moi que pour un socialiste. Cela 15, je les comprends. Le candidat collectiviste était leur camarade. C'est dur de voter pour un camarade. Ils ne me connaissaient pas. Ils m'ont préféré. C'était naturel. Je ne les blâme pas. L'ennui c'est qu'ils ne sont pas quatre cents et qu'ils font du bruit comme dix mille. *Je n'ai aucune* à ma gauche, au banquet. J'aurai le charcutier à ma droite. Et le président du Comité royaliste en face. Les contenter tous ce n'est pas impossible. Encore faut-il trouver la manière. Sans doute il y a un terrain d'entente, « Groupons-nous autour du drapeau... » Ne laissons pas attaquer l'armée... Sus aux « traîtres qui, soudoyés par l'étranger, travaillent à énerver la défense nationale... » Ça, c'est un terrain.

— Il y a aussi l'antisémitisme, dit Henri Léon qui était juif portugais.

— L'antisémitisme, répondit Joseph Lacrisse, réussi très bien aux Grandes-Ecuries, parce qu'il y a dans le quartier beaucoup de juifs riches qui font campagne avec nous.

— Et la campagne antimaçonique ! s'écria le jeune Henri de Brécé, qui était pieux.

— Nous sommes tous d'accord aux Grandes-Ecuries pour combattre les franc-maçons, répondit Joseph Lacrisse. Ceux qui vont à la messe leur reprochent de n'être pas catholiques. Les socialistes-blanquistes-nationalistes leur reprochent de n'être pas athées. Et toutes nos réunions sont levées sur le cri mille fois répété de : « A bas les franc-maçons ! » Sur quoi le citoyen Bissolo s'écrie : « A bas la calotte ! » Il est aussitôt frappé, renversé, foulé aux pieds par nos amis et traîné au poste par les agents. L'esprit est excellent aux Grandes-Ecuries. Mais il y a des idées fausses à détruire. Le petit bourgeois ne comprend pas encore que seule la monarchie peut faire son bonheur. Il ne sent pas encore qu'il se grandit en s'inclinant devant l'église. Le boulquier a été convoincu par les mauvais livres et les mauvais journaux. Il est contre les abus du clergé et l'ingérence des prêtres dans la politique. Mes électeurs eux-mêmes se disent anticléricaux.

— Vraiment ! s'écria Mme la baronne de Bonmont attrisée et surprise.

— Madame, dit Henri de Brécé, c'est la même chose en province. Et j'appelle cela être contre la religion. Qui dit anticlérical dit antireligieux.

— Ne nous le dissimulons pas, reprit Lacrisse : il nous reste encore beaucoup à faire. Par quels moyens ? C'est ce qu'il faut rechercher.

— Moi, dit Henri de Brécé, je suis pour les moyens violents.

— Lesquels ? demanda Henri Léon.

Il y eut un silence et Henri Léon reprit :

— Nous avons remporté des succès prodigieux. Mais Boulanger aussi avait remporté des succès prodigieux, il n'est rien.

— On l'a une, dit Lacrisse. Mais nous n'avons pas à craindre qu'on nous use de mêmes. Les républicains, qui se sont très bien défendus contre lui, se défendent très mal contre nous.

— Aussi, dit Léon, ce ne sont pas nos ennemis, ce sont nos amis que je crains. Nous avons tout le parti républicain contre nous qu'ils fichent ? Ils n'ont pas pu nous donner seulement une bonne petite crise ministérielle compliquée d'une bonne petite crise présidentielle.

— C'est été désirable, dit Lacrisse. Mais ce n'était pas possible. Si c'avait été possible, Méline l'aurait fait. Il faut être juste, Méline fait ce qu'il peut.

— Alors, dit Léon, nous attendrons patiemment que les républicains du Sénat et de la Chambre nous cèdent la place. C'est votre avis, Lacrisse ?

— Ah ! soupira Henri de Brécé, je regrette le temps où l'on se cognait. C'était le bon temps.

— Il peut revenir, dit Henri Léon.

— Croyez-vous ?

— Dame ! si nous le ramenons.

— C'est vrai !

— Nous sommes le nombre, comme dit le général Mercier. Agissons.

— Vive Mercier ! cria Jambe-d'Argent.

— Agissons, poursuivit Henri Léon. Ne perdons pas de temps. Et surtout prenons garde de nous refroidir. Le nationalisme veut être avéré chaud. Tant qu'il est bouillant, c'est un cordial. Froid, c'est une drogue.

— Comment ! une drogue ? demanda sévèrement Lacrisse.

— Une drogue salutaire, un remède efficace, une bonne médecine. Mais que le malade n'avalera pas avec plaisir, ni volontiers... Et puis il ne faut pas laisser reposer la mixture. Agitez le flacon avant de verser, selon la précepte du sage pharmacien. En ce moment notre mixture nationaliste, bien secouée, est d'un beau rose agréable à voir, et d'une saveur légèrement acide qui flatte le palais. Si nous laissons reposer la bouteille, la liqueur perdra beaucoup en colboration et en saveur. Elle dépossera. Le meilleur ira au fond, les parties de monarchie et de religion, qui entrent dans sa composition, descendront au culot. Le malade, défiant, ne voudra plus boire. Agitez, messieurs, agitez.

— Qu'est-ce que je vous disais ! s'écria le jeune Brécé.

— Agiter, c'est facile à dire. Encore faut-il le faire à propos. Sans quoi on risque de mécontenter l'électeur, objecta l'élu Lacrisse.

— Oh ! dit Léon, si vous songez à votre réélection !...

— Qui vous dit que j'y songe ? Je n'y songe pas.

— Vous avez raison, il ne faut pas prévoir les malheurs de la loin.

— Comment ? les malheurs ! Vous croyez que mes électeurs changeront ?

— *Je crains au contraire qu'ils ne changeant pas.* Ils étaient mécontents, et ils vous ont élu, cher ami. Ils seront mécontents encore dans quatre ans. Et cette fois ce sera de vous.

— Tout ça, s'écria Jambe-d'Argent, c'est de la fantaisie, comme nous disons à Bressuire. Ce qu'il faut, c'est qu'à Longchamps, le 14 juillet, pendant la revue, cinquante mille chouans accueillent le Président de la République aux cris mélodieux de « Démission ! démission ! à la perdrix ! » Ce sera irrésistible.

— J'en suis, dit le jeune Brécé.

Henri Léon haussa les épaules.

— Cela ne vaut rien du tout. Les manifestations ne réussissent qu'avec le concours du gouvernement. Et, pour cette fois, nous ne pouvons pas compter sur la police. Par contre, nous sommes sûrs d'avoir sur les bras cent mille socialistes. Et puis il y aura des étrangers, un schah, peut-être un roi, dans la tribune présidentielle...

— Eh bien ! dit Brécé, nous crierons « Vive le Roi ! » Ça fait toujours plaisir.

— Enfants !... reprit Henri Léon, nous n'avons qu'un moyen d'action, un seul, mais sûr, puissant, efficace. C'est l'Affaire. Nous sommes nés de l'Affaire : nationalistes, ne l'oubliez pas. Nous avons grandi et prospéré par l'Affaire. Elle seule nous a nourris, elle seule nous soutient encore. C'est d'elle que nous tirons notre sur et notre aliment ; c'est elle qui nous fournit notre vivifique substance. Si, arrachée du sol, elle se dessèche et meurt, nous languissons et nous dépérissons.

» Feignons de l'extirper, mais élevons-la soigneusement, *nourrissons-la, arrosons-la.* Le jour où nous aurons réussi, nous serons sauvés.

» Feignons de l'extirper, mais élevons-la soigneusement, *nourrissons-la, arrosons-la.* Le public est simple ; il est prévenu en notre faveur. En nous voyant bêcher, gratter, racler autour de la plante nourricière, il croira que nous faisons efforts des arracher jusqu'à la dernière racine. Et il nous *bénira*, il nous bénira de notre zèle. Il n'imaginera jamais que nous la cultivons avec amour. *Elle* a refleuri en pleine Exposition. Et ce peuple candide ne s'est pas aperçu que c'était par nos soins ».

Anatole FRANCE.

## Meurs ou crois !

Deux scènes d'indécrivable sauvagerie se sont passées la semaine dernière à Soissons. Les cléricaux, se croyant revenus au beau temps de la Ligue, ont d'abord assommé dans un guet-apens MM. Dubreuil, de Pressensé, Fondère, Bingier et quelques autres citoyens dont l'opinion sur l'affaire Dreyfus a le tort immense de n'être pas conforme à la leur. On ne compte rien moins que huit blessures graves.

Les agresseurs, comme signe de ralliement avaient, non plus des panaches blancs, mais plutôt à la boutonnière.

Après tout ce ne serait là qu'une nouvelle répétition de ce qui s'est souvent passé dans les conférences publiques où les réactionnaires, faute d'arguments, ont recours à la solidité des cannes plombées de leurs assommeurs à gages.

Mais voici où les choses prennent une tournure singulièrement grave : dimanche les mêmes *Bleuets* se sont donné rendez-vous pour la procession de la Fête-Dieu présidée par l'évêque ; et, sur un simple cri hostile poussé par un passant de hasard, se sont rués comme des fakirs hystériques sur un groupe de curieux, giffant, assommant, étranglant à la bonne aventure.

Et l'on a vu des abbés, revêtus des ornements sacerdotaux, *frapper à coups de candélabres*, d'encensoirs et... de cannes dont on n'a jamais pu expliquer la provenance.

Ce fut une effroyable mêlée : les épithèses des cercles catholiques, les curés, les bedeaux et les mercenaires engagés tout exprès se livrant à des *gestes d'un burlesque tragique*.

Il a fallu que la troupe intervînt pour dissoudre cette légion digne d'évoquer une seconde *Prise de Savagnose* dans la muse de François Coppée.

Nous attendons le résultat de l'enquête judiciaire.

Espérons que les responsabilités seront établies et le promoteur de ces scandales, découvert.

Nous le souhaitons, dans l'intérêt des catholiques eux-mêmes, car les représailles pourraient leur être funestes.

## Nos Dépêches
*Par Fil Téléphonique spécial*

## Nouvelles Parlementaires
### *A la Chambre*

#### COMMISSION DU BUDGET

La Commission du budget s'est réunie sous la présidence de **M. Cochery**.

Elle a entendu le ministre de la marine au sujet des dépenses nécessitées par les événements de Chine. M. de Lanessan a annoncé le dépôt d'un projet de crédits supplémentaires.

Quant à présent, les dépenses pour 6 mois resortiront à 2.413.000 francs, indépendamment des dépenses de l'entretien qui paraissent devoir atteindre un million. La dépense totale serait de 3 millions et demi en chiffres ronds.

Les colonies auront également un crédit à présenter en raison des troupes qu'elles ont fournies.

**M. Guillain** demande s'il ne serait pas possible d'apporter la demande de crédits, de telle sorte qu'un même rapport fût présenté sur l'ensemble des crédits supplémentaires.

Quel sera l'équilibre du budget de 1900 dans ces conditions ?

**M. Caillaux**, ministre des Finances, répond que grâce à une plus value de recettes, il pourra faire face aux dépenses.

#### L'IMPOT SUR LE REVENU

La Commission de l'impôt sur le revenu s'est réunie sous la présidence de M. Rouvier.

Après avoir repoussé, dans la précédente séance, l'impôt sur le capital et l'impôt mixte sur le capital et sur le revenu, la Commission avait à se prononcer aujourd'hui entre l'impôt général sur le revenu ou l'impôt sur les revenus par cédule.

La discussion a été des plus intéressantes. M. Chastenet a défendu l'impôt sur les revenus par cédules. M. Massabuau s'est déclaré partisan de l'impôt global. M. Pichon a opposé à l'impôt général le système anglais d'impôt sur les revenus par cédules.

MM. Aimond et Maginaude ont combattu la thèse du député du Nord et préconisé l'impôt global.

M. Merlou a exposé les raisons pour lesquelles il se rallie au projet du gouvernement.

— Tout ça, s'écria Jambe-d'Argent, c'est de la fantaisie, comme nous disons à Bressuire. Ce qu'il faut, c'est qu'à Longchamps, le 14 juillet, pendant la revue, cinquante mille chouans accueillent le Président de la République aux cris mélodieux de « Démission ! démission ! à la perdrix ! » Ce sera irrésistible.

— J'en suis, dit le jeune Brécé.

Henri Léon haussa les épaules.

— Cela ne vaut rien du tout. Les manifestations ne réussissent qu'avec le concours du gouvernement. Et, pour cette fois, nous ne pouvons pas compter sur la police. Par contre, nous sommes sûrs d'avoir sur les bras cent mille socialistes. Et puis il y aura des étrangers, un schah, peut-être un roi, dans la tribune présidentielle...

— Eh bien ! dit Brécé, nous crierons « Vive le Roi ! » Ça fait toujours plaisir.

— Enfants !... reprit Henri Léon, nous n'avons qu'un moyen d'action, un seul, mais sûr, puissant, efficace. C'est l'Affaire. Nous sommes nés de l'Affaire : nationalistes, ne l'oubliez pas. Nous avons grandi et prospéré par l'Affaire. Elle seule nous a nourris, elle seule nous soutient encore. C'est d'elle que nous tirons notre sur et notre aliment ; c'est elle qui nous fournit notre vivifique substance. Si, arrachée du sol, elle se dessèche et meurt, nous languissons et nous dépérissons.

» Feignons de l'extirper, mais élevons-la soigneusement, *nourrissons-la, arrosons-la.* Le public est simple ; il est prévenu en notre faveur. En nous voyant bêcher, gratter, racler autour de la plante nourricière, il croira que nous faisons efforts des arracher jusqu'à la dernière racine. Et il nous *bénira*, il nous bénira de notre zèle. Il n'imaginera jamais que nous la cultivons avec amour. *Elle* a refleuri en pleine Exposition. Et ce peuple candide ne s'est pas aperçu que c'était par nos soins ».

Anatole FRANCE.

## Au Sénat
### La dépopulation

M. Piot, sénateur de la Côte-d'Or, vient de faire remettre à tous les membres du Sénat et de la Chambre des députés un mémoire dans lequel il demande à ses collègues du Parlement de s'occuper avec lui, et le plus rapidement possible, de la question de la dépopulation française.

Les réformes visées dans ce projet sont de plusieurs sortes et peuvent se résumer ainsi :

1° Réformes fiscales. — Elles comprendraient un dégrèvement d'impôts et des contributions successive du père de plus de trois enfants proportionnel au nombre d'enfants vivants, l'exemption de la prestation *dans laquelle* le chef de famille de quatre enfants, la réforme de l'impôt des successions qui serait dégressif suivant le nombre d'enfants, la création d'un impôt direct de 20 francs par tête de plus par ménage sans enfant (ce qui donnerait une recette totale de 300 millions), la réduction au sixième degré du droit de succession collatérale.

2° Réformes militaires. — Dispense du service militaire accordée à l'aîné des fils d'une famille ayant quatre enfants.

3° Réformes coloniales. — Dispense de leurs cautions ou de leurs redevances pour les pères de quatre enfants installés aux colonies françaises.

4° *Réformes civiles*. — *Audiorations de la santé* et de l'hygiène publique par la réglementation rigoureuse et absolue de la consommation de l'alcool et par la protection de l'enfance, simplification des formalités du mariage et de la naturalisation, diminution progressive du travail des femmes dans les établissements industriels.

## LA SÉQUESTRÉE D'AMIENS

### Confrontation entre Sarot et Angèle Thieullet

Amiens, 23 juin. — Nous avons dit, en annonçant la mise en liberté de Sarot que l'enquête n'était pas close et que l'affaire n'était point classée.

En effet, M. le juge d'instruction, s'occupant toujours de l'affaire mystérieuse, décidait hier de faire une dernière et suprême tentative après d'Angèle Thieullet.

M. le juge d'instruction convoqua à son bureau M. Thieullet père, jardinier à St-Quentin. Celui-ci arriva à Amiens ce matin par le train de 8 h. 40. A neuf heures, il était introduit dans le cabinet du magistrat instructeur où se trouvaient M. Bouvier, substitut du procureur de la République, et Victor Sarot, qui avait été également convoqué.

M. Thieullet père ne croyait pas se trouver en présence d'Angèle. Il s'attendait à un vieux homme, un vif sentiment d'émotion et de colère. Sans la présence des magistrats, l'homme au petit chapeau eût passé un mauvais quart d'heure. Néanmoins, M. Thieullet manifesta en quelques mots énergiques, la répulsion qu'il éprouvait à la vue de l'homme à qui il attribue les malheurs de sa fille.

M. le juge d'instruction et M. le substitut se disposaient à se rendre à l'Hôtel-Dieu en compagnie de Sarot. Les magistrats prirent M. Thieullet de revenir à deux heures. M. Thieullet, se retira aussitôt.

Les magistrats se rendirent donc à l'Hôtel-Dieu. Comme la première fois, Angèle Thieullet fut amenée dans une salle particulière. En apercevant Sarot, la malheureuse fille entra dans une grande fureur. Elle se répandit en invectives contre son ancien amant. l'accablant d'épithètes outrageantes, le traitant notamment de brigand et d'autres mots. Elle était dans un état de surexcitation extrême.

La confrontation a été très pénible, mais elle n'a pas produit le résultat attendu par les magistrats qui commencent à se demander comment ils sortiront de cette impasse.

De cette confrontation ne se dégage rien autre qu'un vif ressentiment qui semble se manifester chez Angèle Thieullet contre Sarot, mais provoqué par des causes secrètes absolument ignorées. En effet, lorsque les magistrats se hasardent à poser à la malheureuse fille une question de nature à éclairer leur religion, ils se heurtent à un mutisme absolu, obstiné.

Convoquée ce matin dans le cabinet de M. le juge d'instruction, elle avait énergiquement refusé de s'y rendre.

M. le juge d'instruction a demandé à M. Thieullet s'il était disposé à reprendre sa fille et à l'emmener à Saint-Quentin.

M. Thieullet a répondu qu'il ne lui était pas possible, si désireux qu'il soit d'avoir Angèle auprès de lui, de la reprendre dans l'état où elle se trouve. Quelles sont les personnes responsables de la maladie de sa fille ? M. Thieullet n'a pas à les désigner ; c'est à ces personnes qu'il appartient de faire soigner Angèle ; c'est à elles qu'incombe cette lourde charge. Il en réserve du reste de rechercher ces responsabilités. Mais à l'heure actuelle, il ne peut emmener Angèle à Saint-Quentin.

### *Nouvelles Étrangères*

## Les événements de Chine

### Graves nouvelles de Tien-Tsin

#### Cinquante soldats tués ou blessés

New-York, 23 juin. — Le révérend Frederic Brown, délégué des missions catholiques épiscopales de Tien-Tsin, télégraphie de Ché-Fou au journal *The Herald* :

« Je viens de quitter Tien-Tsin sur une canonnière allemande.

» La ville a été bombardée pendant plusieurs jours par les Chinois.

» **Tous les quartiers étrangers ont été détruits.**

» **Un lieutenant de marine américain, 50 soldats d'infanterie de marine, envoyés à notre secours, ont été tués ou blessés.**

» **Le consulat américain a été détruit.**

» **Les munitions font défaut.**

» **La garnison souffre terriblement.**

» **Des secours immédiats sont nécessaires.** »

D'autre part, une dépêche de Washington annonce que le département d'Etat a reçu une dépêche de l'amiral Kempff annonçant que le *consul des Etats-Unis à Tien-Tsin aurait été* assassiné, ainsi que quarante missionnaires anglais et américains.

Le département d'Etat a immédiatement câblé à Manille au général Mac Arthur pour lui demander le nombre de troupes qu'il pouvait envoyer en Chine.

La dépêche de l'amiral Kempff implique que ce sont des troupes régulières chinoises et non pas les Boxers qui se battent à Tien-Tsin.

Enfin les journaux anglais publient les dépêches suivantes :

***Les Chinois, au nombre de 15,000, sont dans la ville chinoise de Tien-Tsin.***

Leurs emissaires abondent dans les quartiers étrangers. **Ils incendient les bâtiments chinois et bombardent la ville avec leur grosse artillerie qui est en position sur les murs de la cité chinoise.**

**Tous les consulats sont détruits. Les étrangers sont rassemblés à l'Hôtel de Ville.**

**Les troupes chinoises sont armées de fusils et de canons excellents.**

**Les Russes sont retranchés à la gare du chemin de fer. Ils résistent à l'ennemi, qui s'avance en nombre écrasant.**

Les étrangers quittent le Yan-Tsu en grand nombre pour Sanghai et le Japon.

Shanghai, dément que pas considérée comme sûre, par suite de l'absence de troupes étrangères.

Les troupes chinoises sont commandées par le prince Tuai ; elles ont 45 canons Krupp à tir rapide.

Le bombardement a causé de grands dégâts, mais les Chinois n'ont pas encore réussi à s'emparer de la ville.

Les nouvelles authentiques de Pékin annoncent que les légations tiennent bon.

### *Le programme des puissances*

Berlin, 23 juin. — Au ministère des affaires étrangères, on assure que l'action des puissances en Chine aurait limitée à ces trois points :

1° Délivrance de Tien-Tsin et de Pékin ;

2° Satisfaction et réparation pour les troubles de ces jours derniers ;

3° Garanties pour l'avenir qu'ils ne se répéteront pas.

En dehors de ce programme, il n'y a rien de décidé. L'attitude éventuelle des puissances leur sera dictée par les événements de la Chine.

Dans les cercles navals de Pékin, on assure que le croiseur *Hansa* a mis à la côte un navire chinois et en a capturé un autre.

50 Chinois ont été tués et 70 blessés.

## LA GUERRE
### ENTRE
## L'ANGLETERRE ET LE TRANSVAAL

### *Une grande bataille*

Londres, 23 juin. — Il y a eu grande bataille, le lundi 4 mercredi dernier, entre 8,000 Boers, chargers, commandés par le général Louis Botha, et le corps principal de lord Roberts, à douze milles à l'est de Pretoria.

Le télégramme des *Central News*, qui donne cette nouvelle, dit que les positions des Boers étaient fortes, presque impreenables, et que ce combat est considéré comme le plus sérieux de la résistance « organisée » des défenseurs du Transvaal. Voici la partie principale de la dépêche :

Un armistice avait été observé dimanche dernier. Dès l'aube du lundi, lord Roberts fit un mouvement général pour attaquer l'ennemi.

La bataille fit rage jusqu'au mercredi ; durant ce temps, les Boers opposèrent une résistance obstinée et parfois désespérée.

Les dispositions de lord Roberts étaient habilement conçues et furent bien exécutées. La marche des troupes britanniques a été irrésistible. Les Boers ont été défaits partout avec de lourdes pertes.

Quoique démoralisés, ils ne se retirèrent qu'en combattant opiniâtrement. Mais la cavalerie anglaise les poursuivit avec ardeur et ne leur donna pas de repos.

*A Bronkhorst spruit*, mercredi, un commando important fit une longue résistance, mais on put tenir contre les rudes assauts qui lui furent livrés.

Toutes ses positions furent successivement tournées, et on en vit les partisans se retirer dans toutes les directions. Ce résultat a été dû surtout aux manœuvres de la brigade de cavalerie Jean Hamilton et à l'infanterie montée du général Hunter.

La cavalerie a eu un engagement très chaud au nord-est avec l'ennemi, commandé, de son côté, par le général Delarey. La encore, il fut impossible de tenir contre la vigoureuse attaque